



Chers camarades,

Je prends aujourd'hui la parole au nom du Syndicat Chimie Energie Picardie.

Une région ouvrière. Une région industrielle. Une région de savoir-faire, d'engagement et de solidarité.

Mais aussi une région qui, ces dernières années, a trop souvent été confrontée à la fermeture d'usines, aux restructurations et aux plans de sauvegarde de l'emploi.

Derrière chaque PSE, il y a des chiffres. Mais derrière ces chiffres, il y a surtout des femmes et des hommes qui souffrent et qui subissent.

Des salariés qui se lèvent chaque matin pour faire tourner leur entreprise et qui, du jour au lendemain, apprennent que leur avenir se décide dans une salle de conseil d'administration située parfois à des centaines, voire des milliers de kilomètres de leur lieu de travail.

Car ne nous y trompons pas : derrière chaque fermeture, il y a des familles qui s'inquiètent, des territoires qui s'affaiblissent et des savoir-faire qui s'éteignent. Une fois de plus, la réalité du terrain nous montre que ce sont toujours les mêmes qui trinquent.

Les actionnaires encaissent, l'État regarde, et ce sont les salariés qui subissent !

Face à ces situations, la CFDT n'a jamais déserté le terrain.

Quand l'inquiétude grandit, nous sommes là.

Quand la colère monte, nous sommes là.

Quand tout semble perdu, nous sommes encore là.

Pour accompagner, négocier, défendre et construire des solutions.

Parce que notre rôle n'est pas de commenter les difficultés depuis l'extérieur ; il est d'être aux côtés des salariés quand ils en ont le plus besoin.

Et c'est précisément dans ces moments que nous mesurons toute la force de notre organisation.

Nous avons souvent entendu dire que le fédéralisme était une idée complexe mais il est avant tout une réalité concrète.

Car face à des groupes internationaux disposant d'armées de juristes, d'experts financiers et de cabinets de conseil, aucun syndicat ne peut agir seul.

Notre force réside dans notre capacité à unir nos compétences, nos expériences et nos moyens.

Lorsque les Syndicats, les Fédérations, les Unions Régionales et la Confédération travaillent ensemble, nous devenons plus forts.

Le dossier Eurolysine en est une démonstration exemplaire.

Grâce à cette mobilisation collective, nous avons pu peser davantage dans les discussions, défendre les salariés avec plus d'efficacité et montrer ce que signifie concrètement le fédéralisme opérationnel.

A la CFDT, la solidarité n'est pas un slogan ; c'est une méthode de travail et une force d'action.

Mais camarades, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'accompagner les conséquences des décisions économiques.

Nous devons agir sur leurs causes.

Car notre expérience de terrain nous conduit à un constat simple :

Le système actuel est à bout de souffle.

Trop souvent, lorsque les représentants des salariés sont consultés, les décisions sont déjà prises.

On nous parle de dialogue social.

Mais quel dialogue existe-t-il lorsque l'avenir des salariés est déjà scellé ?

Nous devons donc porter une ambition forte : **faire de l'anticipation une obligation légale.**

Parce que le meilleur licenciement reste celui que l'on évite.

Parce qu'une compétence anticipée vaut toujours mieux qu'un reclassement subi.

Parce que former coûte toujours moins cher que réparer les dégâts sociaux.

Une entreprise qui réalise des bénéfices doit investir dans les compétences de ses salariés avec la même détermination qu'elle investit dans ses outils de production.

L'adaptation des compétences ne doit plus être une variable d'ajustement.

Elle doit devenir une responsabilité.

Et lorsqu'un groupe distribue des dividendes tout en supprimant des emplois, **nous devons avoir le courage de poser une question simple :**

Qui prend réellement le risque ?

Les salariés ou les actionnaires ?

Nous devons conditionner davantage les aides publiques.

L'argent public doit servir à créer, maintenir et transformer l'emploi.

Jamais à financer des licenciements.

Jamais à accompagner des stratégies purement financières.

Jamais à satisfaire des exigences de rentabilité à court terme.

Enfin, nous savons que l'avenir de notre industrie se joue aussi à Bruxelles.

Les choix européens en matière d'énergie, d'industrie, de commerce, d'environnement ou d'investissement façonnent déjà le quotidien de millions de travailleurs.



Si nous voulons défendre l'industrie, protéger l'emploi et réussir les transitions écologiques et numériques, **nous devons renforcer notre capacité d'influence auprès de la Commission européenne.**

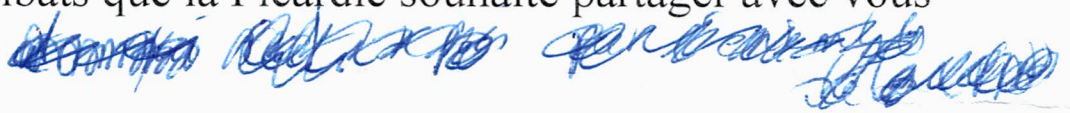
L'Europe ne doit pas être seulement un marché.

Elle doit être une puissance industrielle et sociale qui protège et qui anticipe.

Camarades,

La CFDT a toujours été un syndicat de transformation sociale.

Nous ne sommes pas condamnés à subir les mutations économiques.

Voilà les combats que la Picardie souhaite partager avec vous aujourd'hui. 

Parce que défendre l'emploi, ce n'est pas regarder le passé avec nostalgie.

C'est construire l'avenir avec détermination.

Je vous remercie.